



Communiqué

Conférence de presse du Front commun

Bilan des négociations du secteur public avant la saison estivale

Montréal, le 27 juin 2023. – À la veille de la période estivale, le Front commun a rencontré les médias, mardi matin, pour dresser le bilan des négociations du secteur public.

« Contrairement à ce que laisse entendre la présidente du Conseil du trésor, des solutions sont mises sur la table par les syndicats. Nous nous attendons donc à ce qu'elles fassent également partie des discussions et que le gouvernement ne se borne pas à vouloir discuter uniquement de ses priorités. L'objectif, pour nous, est toujours d'en arriver à un règlement rapidement, mais pas à n'importe quel prix. En ce sens, nous espérons que l'été permettra de donner un nouveau souffle aux discussions et fera en sorte que les échanges s'accélèrent aux tables de négociations », ont d'emblée fait valoir François Enault, premier vice-président de la CSN, Éric Gingras, président de la CSQ, Robert Comeau, président de l'APTS, et Magali Picard, présidente de la FTQ.

« Nous avons beaucoup parlé d'intensification de la mobilisation dans les dernières semaines. Partout au Québec, les couleurs du Front commun ont été bien visibles, dans nos milieux de travail, dans des rassemblements festifs, pour accueillir des visites de ministres, devant des bureaux de circonscriptions, etc. Mais chose certaine, la dynamique sera différente en termes de mobilisation pour nous dès la rentrée. Nous rappelons que les organisations qui forment le Front commun ont reçu le mandat unanime de planifier le recours stratégique à la grève, ce à quoi nous nous consacrons depuis plusieurs semaines », d'ajouter les leaders syndicaux.

Pour le Front commun, il est temps que les échanges aux tables prennent une tournure différente. Rappelons qu'à l'heure actuelle, l'offre salariale proposée par le Conseil du trésor est toujours de 9 % sur 5 ans alors que l'inflation a été de 6,7 % uniquement pour l'année 2022.

« Ce n'est pas sérieux. Le gouvernement tente de nous cantonner dans un rôle d'antagonistes, mais la réalité, c'est que l'état de nos réseaux publics nécessite des

solutions ambitieuses et de l'ouverture aux propositions des travailleuses et des travailleurs. Il faudrait que ça se reflète dans les échanges aux tables. »

Pour mettre un frein à la saignée de nos réseaux publics, le Front commun parle d'améliorer les conditions de travail pour attirer du personnel et retenir celui déjà en poste – tant en éducation que dans la santé et les services sociaux et qu'en enseignement supérieur. À contre-courant de cette vision, le gouvernement mène des attaques frontales contre le RREGOP qui risquent de pousser vers la sortie une proportion importante de personnes approchant de la retraite. Faut-il rappeler que notre régime de retraite est en bonne santé financière et qu'il constitue l'un des rares avantages du secteur public lorsque l'on se compare au secteur privé?

« Si le gouvernement Legault se cherchait encore une façon de fâcher notre monde, il l'a trouvée! »

Les leaders syndicaux insistent sur le fait qu'il ne faut pas sous-estimer la volonté des membres et leur capacité de mobilisation. « Ils en ont vu d'autres, eux aussi. Ils connaissent la rengaine qui leur est servie actuellement, et franchement, à l'heure actuelle, le gouvernement suscite plus de grogne qu'autre chose. Le Front commun, c'est une réponse aux stratégies de division du gouvernement, qui ne font que nuire aux réseaux publics. Au-delà des tractations de négociations, il y a un manque flagrant de vision sociale à long terme. Et ça, c'est franchement triste. C'est le message que nous portons, pour nos services publics. »

Grande manifestation nationale le 23 septembre

Le Front commun organise une grande marche nationale le 23 septembre prochain, à Montréal, et y convie l'ensemble de la population. « Toutes celles et tous ceux qui sont touchés de près ou de loin, qui connaissent des travailleuses et des travailleurs de nos réseaux, qui veulent soutenir notre lutte et manifester l'importance qu'ils accordent aux services publics, ce sera le moment de le crier haut et fort. Nous aurons besoin de toutes les voix possibles pour se joindre à la nôtre! »

Rappel des revendications du Front commun

Sur le plan salarial, le Front commun revendique l'application d'un mécanisme permanent d'indexation annuelle basé sur l'indice des prix à la consommation (IPC), ainsi qu'un enrichissement visant un rattrapage salarial.

- Pour 2023 : une hausse de 100 \$ par semaine pour l'ensemble des travailleuses et des travailleurs OU IPC + 2 % (selon la formule la plus avantageuse);
- Pour 2024 : IPC + 3 %;
- Pour 2025 : IPC + 4 %.

Le Front commun porte également d'autres revendications à la table centrale, notamment en ce qui concerne :

- la retraite;
- les droits parentaux;
- les disparités régionales;

- les assurances collectives;
- les lanceurs d'alerte.

Pour plus d'information sur la négociation en cours : <https://www.frontcommun.org/>.

À propos du Front commun

Ensemble, la CSN, la CSQ, la FTQ et l'APTS représentent plus de 420 000 travailleuses et travailleurs de l'État québécois dans les secteurs publics, en éducation, en santé et dans les services sociaux ainsi qu'en enseignement supérieur. Les conventions collectives sont échues depuis le 31 mars 2023.

- 30 -

Renseignements

Noémi Desrochers, CSN

Cellulaire : 514 216-1825

noemi.desrochers@csn.qc.ca

Maude Messier, CSQ

Cellulaire : 514 213-0770

messier.mauve@lacsq.org

Rima Chaaban, FTQ

Cellulaire : 514 806-9162

rchaaban@ftq.qc.ca

Maxime Clément, APTS

Cellulaire : 514 792-0481

mclement@aptsq.comw